



6.1 – Police municipale

ARRÊTÉ n° 2026/435

Portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de la Ville de Gien,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1, L.2213-2, L.2213-4,

Vu le code de la route,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 12 novembre 1997 relative au domaine communal, à la gestion directe par la ville à compter du 1^{er} janvier 1998, des foires et marchés, fêtes foraines, occupations diverses du domaine public de la ville,

Vu la demande en date du 15 mai 2026 du Major Christian Bisi, Officier de Police Judiciaire, commandant la Brigade Motorisée à Briare,

ARRÊTE

Article 1 - l'Escadron Départemental de Contrôle des Flux du Loiret organise en partenariat avec la Préfecture du Loiret et l'auto-école du Lycée, 3 demi-journées relatives à la trajectoire de sécurité pour les deux roues. Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur le parking du lycée avenue Lloyd Georges, sauf pour les organisateurs, les 31 mai, 14 juin et 20 juin 2026 matin.

Article 2 - La signalisation réglementaire sera mise en place par les services techniques municipaux.

Article 3 - Tout véhicule en infraction sera considéré comme gênant conformément à l'article R.417-10 du code de la route et passible d'une mise en fourrière aux frais de son propriétaire.

Article 4 - La présente autorisation sera abrogée dès la fin de la période fixée à l'article 1.

Article 5 - Monsieur le Maire de Gien est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 - DIFFUSION À :

- Major Christian Bisi, Officier de Police Judiciaire, commandant la Brigade Motorisée de Briare,
- Madame la directrice des services techniques,
- Garage Croisé, 44 route de Saint-Martin, 45500 Poilly-Lez-Gien,
- Monsieur le commandant de la compagnie de gendarmerie de Gien,
- Monsieur le chef de service de la police municipale de Gien,
- Monsieur le chef du centre de secours de Gien.

Fait en Mairie de Gien, le 20 mai 2026



Par délégation du Maire,
Laurent Rougeron

L'Adjoint en charge de l'Aménagement, des Travaux et du Cadre de Vie.

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
- Certifie l'affichage le : **22-05-26**